



Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

Description

Ryan Rodrick Beiler - The Electronic Intifada - 29 mars 2016



Un agriculteur palestinien récolte ses fraises dans son champ à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, le 10 décembre 2015. (Mohammed Asad APA Images)

Les Palestiniens dont les moyens de subsistance sont, par force, empêtrés dans le système économique d'Israël sont souvent utilisés comme boucliers humains contre le mouvement de boycott, d'investissement et sanctions (BDS).

Lâ??accusation frÃ©quente portÃ©e par les critiques du BDS est que les boycotts des entreprises israÃ©liennes, surtout celles des colonies, nuiront Ã ces mÃªmes Palestiniens que les militants du BDS disent soutenir.

Parfois, les dÃ©fenseurs des colonies vont jusqu'Ã dÃ©ployer des porte-parole palestiniens pour qu'ils parlent favorablement des salaires plus Ã©levÃ©s qu'ils perÃ§oivent en travaillant pour des entreprises des colonies.

Un nouveau rapport publiÃ© par Corporate Watch (<https://corporatewatch.org/>), un groupe basÃ© au Royaume-Uni, donne la parole aux agriculteurs et travailleurs agricoles palestiniens pour dÃ©battre et chercher comment le mouvement BDS peut mieux rÃ©sister Ã lâ??exploitation israÃ©lienne de leur terre et de leur travail.

Le rapport de Corporate Watch, intitulÃ© Ã « *Lâ??Apartheid dans les champs : de la Palestine occupÃ©e aux supermarchÃ©s britanniques* » (<https://corporatewatch.org/news/2016/mar/18/apartheid-fields-occupied-palestine-uk-supermarkets>), se concentre sur deux des secteurs les plus vulnÃ©rables de la sociÃ©tÃ© palestinienne : les habitants de la bande de Gaza et ceux de la vallÃ©e du Jourdain en Cisjordanie occupÃ©e.

Lâ??agriculture en Ã©tat de siÃ©ge

Quiconque entre dans Gaza par le check-point d'Ãrez, sur la frontiÃ¨re nord avec ce qui est actuellement IsraÃ©l, doit passer par un long couloir clÃ©turÃ© qui traverse ce que lâ??on appelle une Ã© « zone tampon Ã© », imposÃ©e par lâ??armÃ©e israÃ©lienne.

Ce secteur mal dÃ©fini varie en largeur de 300 Ã 500 mÃªtres tout au long du pÃ©rimÃ¨tre intÃ©rieur de Gaza.

Depuis 2008, indique le rapport, plus de 50 Palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s dans cette zone. Cette annÃ©e, quatre civils palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s et plus de 60 blessÃ©s Ã ce jour.

Selon lâ??OCHA, (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), un groupe de surveillance des Nations-Unies, cette zone frontiÃ¨re reprÃ©sente aussi 17 % de la superficie totale de la bande de Gaza, ce qui fait que le tiers de ses terres agricoles sont dangereuses Ã cultiver. Les zones qui contenaient autrefois des oliviers et des agrumes ont Ã©tÃ© rasÃ©es aux bulldozers par les forces israÃ©liennes.

Corporate Watch affirme que mÃªme si les Palestiniens se font systÃ©matiquement tirÃ©s dessus Ã plus de 300 mÃªtres, il y a danger, et les agriculteurs dont les terres sÃ©tendent prÃ¨s de la frontiÃ¨re n'ont pas d'autre choix, malgrÃ© ce danger, que de les cultiver.

La guerre Ã©conomique

En plus de la violence meurtriÃ¨re qu'ils infligent systÃ©matiquement Ã Gaza, les autoritÃ©s israÃ©liennes livrent Ã ce qu'elles appellent Ã© « *la guerre Ã©conomique* Ã© » Ã© un boycott de fait de la quasi-totalitÃ© de lâ??agriculture venant de Gaza.

Pratiquement, aucun produit de lâ??enclave n'est autorisÃ© Ã pÃ©nÃ©trer sur les marchÃ©s israÃ©liens ou ceux de Cisjordanie, qui sont traditionnellement les plus gros clients de Gaza.

Depuis le moment où¹, en 2007, Israël a imposé son blocus sur Gaza, jusqu'au 1^{er} novembre 2014, une moyenne chaque mois de 13,5 camions a quitté Gaza avec des marchandises vers l'exportation soit un pour cent seulement de la moyenne mensuelle des marchandises embarquées juste avant le blocus.

Par contre, d'ailleurs, cette année, ce sont plus de 22 camions qui sont entrés dans Gaza, beaucoup transportant des produits israéliens considérés comme impropres à l'export international.

Le dumping sur le marché captif de Gaza affaiblit encore davantage les agriculteurs locaux.

L'infime quantité d'exportations depuis Gaza qu'Israël autorise se va principalement sur les marchés européens, mais cela n'est permis qu'en passant par des entreprises israéliennes d'exportation qui profitent de la situation en se prenant des commissions et en vendant les produits de Gaza à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'elles ont payés aux producteurs.

« Les Israéliens exportent des produits palestiniens et il les exportent avec une étiquette israélienne », a dit Taghrid Jooma, du Comité du syndicat des femmes palestiniennes à Corporate Watch. « Par exemple, ils exportent des roses de Gaza qu'ils ont achetées pour presque rien et il les revendent à un prix très élevé ».

Muhammad Zwaid, de l'entreprise Crops Palestine, l'unique entreprise d'exportation de Gaza, a déclaré à Corporate Watch qu'une partie du problème est que la Palestine est privée de son propre code-barres, de sorte que tout produit exporté via Israël va porter un nom israélien.

« Nous avons nos propres autocollants » dit Zwaid, « mais Arava (une entreprise israélienne d'exportation) a demandé qu'ils soient plus petits et souvent, ceux d'Arava sont collés par-dessus les nôtres. Notre produit est emmené à l'intérieur d'Israël par l'entreprise israélienne, puis conduit à un centre d'emballage où il est reconditionné ».

Soutenir le BDS

Corporate Watch rapporte que, même si parmi les nombreux agriculteurs qu'ils ont interrogés, beaucoup soutiennent le BDS, ils veulent aussi la possibilité d'exporter leurs produits et gagner leur vie.

Cela les place devant un dilemme car un boycott des entreprises israéliennes d'exportation comme Arava va intégrer aussi les produits palestiniens.

Cependant, même ainsi, les agriculteurs interrogés maintiennent leur soutien au BDS, comme une stratégie à long terme qui emporte sur les bénéfices limités avec le niveau actuel de leurs exportations.

« Ce dont nous avons besoin, c'est de personnes qui sont nos alliés contre l'occupation », dit l'un des agriculteurs d'Al-Zaytoun. « En soutenant le BDS, vous soutenez les agriculteurs, à la fois directement et indirectement, et c'est une bonne chose pour les gens d'ici, à Gaza. »

« Les agriculteurs, dans toute la bande de Gaza, tiennent à obtenir le droit d'étiqueter leurs produits en tant que produits palestiniens, l'idéal serait qu'ils aient le code de leur propre pays, même s'il faut les exporter en passant par Israël », indique le rapport. « Les étiquettes avec leur véritable pays d'origine pour les marchandises de Gaza, c'est une chose pour laquelle le mouvement de solidarité pourrait faire pression ».

Mohsen Abu Ramadan, du Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes (PNGO), a suggéré une stratégie auprès de Corporate Watch, qui serait de contacter les syndicats agricoles, dans le monde entier, afin de les exhorter à soutenir le BDS en solidarité avec les agriculteurs palestiniens.

Raser aux bulldozers la vallée du Jourdain

Si le siège et les assauts meurtriers d'Israël ont attiré l'attention internationale sur Gaza, les actions d'Israël dans la vallée du Jourdain soulèvent beaucoup moins d'indignation.

Pourtant, et bien avant que le gouvernement extrême droite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'exprime clairement son opposition à un État palestinien viable, il avait promis de ne jamais abandonner le contrôle sur cette riche région agricole dans aucune configuration de deux États.

Les autorités de l'occupation opposent pratiquement un refus à toutes les demandes palestiniennes pour construire ou améliorer une infrastructure dans la région. Les habitants sont confrontés à de graves restrictions agissant de l'accès à l'électricité et à l'eau, comme aux autres infrastructures de base.

Les démolitions des maisons palestiniennes se sont multipliées ces derniers mois et en février, Israël a effectué la plus grande démolition de la décennie.

Des violations courantes

Dans la vallée du Jourdain, l'agriculture coloniale compte souvent sur le travail palestinien – notamment sur celui des enfants – pour exécuter les travaux dangereux, et cela pour une partie seulement du salaire qu'elle aurait payé à des citoyens israéliens.

Bien qu'ayant droit au salaire minimum israélien, comme l'a jugé la Haute Cour israélienne, systématiquement de nombreux salariés n'en perçoivent que la moitié.

Les Palestiniens Zaid et Rashid sont employés dans Beqaot, une colonie qui est installée sur une terre saisie des Palestiniens. Ils reçoivent un salaire de 20 dollars par jour (17,6 \$), dont environ le quart est dépensé pour leur transport quotidien.

Ils n'ont pas de congés payés, bien que le gouvernement israélien recommande à leurs employeurs de leur accorder quatorze jours de congés et de leur fournir un contrat écrit et des fiches de paye.

Même s'ils sont adhérents d'un syndicat palestinien, leurs employeurs-colons ne leur reconnaissent aucun droit à la négociation collective.

Les salariés sont en outre fréquemment contraints à signer des documents rédigés en hébreu à?? qu'ils ne peuvent pas lire à?? o  1 il est déclaré qu'ils sont traités selon la loi. Les salariés craignent de se faire licencier s  ils refusent de signer.

Alors que les Palestiniens qui travaillent dans les colonies sont tenus d  obtenir un permis de travail auprès des autorités militaires d  occupation, plusieurs de ceux qui ont été interrogés pour le rapport de Corporate Watch ne possédaient pas de tels permis, ce qui amène    soupçonner leurs employeurs de tenter de contourner    aussi la législation du travail israélienne en employant des salariés sans papiers.

Zaid comme Rashid ont déclaré    Corporate Watch qu'ils soutiennent l  appel au boycott des entreprises agricoles israéliennes.

  « Nous soutenons le boycott même si nous avons    perdre notre travail    dit Zait.   « Nous pourrions perdre nos emplois, mais nous récupérerons notre terre. Nous pourrions alors travailler sans être traités comme des esclaves   ».

Les jeux d  tiquettes

Corporate Watch dresse le profil des cinq grandes entreprises israéliennes d  exportation : Arava, Mehadrin, Hadiklaim, Edom et, aujourd  hui défunte, Carmel Agrexco.

Une pratique courante de ces entreprises consiste    étiqueter de fa  son inexacte les marchandises comme étant des   « Produits d  Isra  l   , même quand elles ont été fabriquées ou cultivées et emballées dans des colonies en Cisjordanie, ce qui est illégal au regard du droit international.

Corporate Watch documente aussi les succès variables que les militants BDS ont acquis en ciblant ces entreprises.

En 2009, au Royaume-Uni, et suite aux pressions des militants, le Département pour l  Environnement, l  Alimentation et les Affaires rurales a publi   des directives déclarant comme une   « infraction    le fait d   étiqueter    tort des produits des colonies comme   « Produits d  Isra  l   .

Des directives semblables qui ont été approuvées par l  Union européenne en fin d  ann  e dernière ont scandalisé les politiciens israéliens, malgr   le fait qu'une pratique similaire avait été la politique des   tats-Unis depuis le milieu des années 1990.

Malgr   ces directives cependant, les magasins britanniques continuent de vendre des produits israéliens avec des étiquettes falsifiées.

Pas plus tard qu'en 2013, Corporate Watch a trouvé des étiquettes de la colonie israélienne Tomer, avec les dattes Medjoul, vendues par la chaîne de supermarchés Morrisons.

Dans un autre exemple, la chaîne Aldi a été prise    vendre des pamplemousses de Carmel Agrexco, étiquetées comme produits de Chypre.

Au-delà des boycotts des colonies

Parmi les chaînes de supermarchés ciblées par les campagnes BDS, une seulement, The Co-operative, s'est engagée à « ne plus contracter avec aucun fournisseur de produits connus pour être issus des colonies israéliennes ».

Cela veut dire que non seulement la Co-op ne vend pas de produits de colonies, mais qu'elle n'achètera pas de produits cultivés dans ce qui est actuellement Israël aux entreprises qui font aussi des opérations en lien avec les colonies.

C'est la première grande chaîne européenne à prendre une telle mesure.

Corporate Watch souligne que tout en ne soutenant pas directement l'économie coloniale, ces entreprises israéliennes sans liens avec les colonies vont continuer à payer des impôts au gouvernement israélien, lequel soutient son occupation, sa colonisation et son oppression en cours des Palestiniens.

Le groupe note que la Co-op avait pris une position beaucoup plus forte concernant l'apartheid d'Afrique du Sud, où elle avait boycotté tous les produits sud-africains.

Conformément à l'appel BDS de 2005 de la société civile palestinienne, Corporate Watch recommande un boycott total de tous les produits israéliens.



Image en en-tête du rapport de Corporate Watch
Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2016/03/31